

Les enfants, premières victimes de la migration économique au Cambodge

Confrontés à un sévère manque de revenus, les Cambodgiens se voient obligés de migrer, principalement vers la Thaïlande, pour y travailler, souvent dans les usines textiles. Ils laissent leurs enfants au pays dans des conditions très difficiles. Louvain Coopération a mené une grande enquête qui met en lumière l'impact de cette migration économique sur ces enfants laissés pour compte.

Chaque année, plus d'un million de Cambodgiens quittent leur village rural pour la Thaïlande et 4 autres millions migrent à l'intérieur du pays. Leur but ? Trouver un travail et donc un revenu pour faire vivre leur famille. Dans la plupart des cas, les enfants restent au village, avec les grands-parents et voient leurs parents une fois par an. Cette jeunesse « abandonnée » paye un lourd tribut dans cette migration économique massive. Mais jusqu'ici, bien peu se sont préoccupés de leur sort.

Louvain Coopération, l'ONG de l'UCLouvain a mené durant un an, aux côtés de l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations) et de PLAN International, une importante enquête visant à mettre en lumière cette problématique. Il en ressort plusieurs constats alarmants : près de 6 % des ménages interrogés déclarent souffrir de la faim de façon modérée à sévère. Les enfants des ménages de migrants sont plus susceptibles d'emprunter de la nourriture et de réduire le nombre de repas quotidiens. Parmi les enfants de 0 à 3 ans, 19% accusent un retard de croissance, 9% sont émaciés et 14% souffrent d'insuffisance pondérale. Parmi les enfants âgés de 12 à 17 ans, 25% ont un retard de croissance et 11% sont émaciés. Les enfants de migrants tombent aussi davantage malades.

En termes de santé mentale, les enfants de mères migrantes ont un bien-être psychologique plus faible. Ceux qui prennent soin de ces enfants, les grands-parents en général, souffrent également. On observe chez eux une prévalence de la dépression et de l'anxiété de 7% supérieure à la moyenne.

Des pistes de solutions

Pour donner suite à cette étude, Louvain Coopération et l'OIM proposent plusieurs pistes de solutions et des recommandations à appliquer au niveau national. Parmi elles, l'élargissement des politiques visant à réduire la malnutrition afin d'y inclure les enfants de plus de cinq ans ; la mise en place de programmes d'alimentation scolaire pour les communautés pauvres ; l'amélioration de l'accès aux services de santé infantile et des systèmes de protection sociale de la santé ; la création d'accords bilatéraux avec les pays d'accueil pour encourager les groupes d'employeurs à fournir une protection sociale aux travailleurs et aux familles ; l'expansion de l'éducation de la petite enfance ou encore la facilitation des transferts de fonds des parents migrants vers leur famille...

Cette étude et ses conclusions ont été transmises au gouvernement cambodgien. Elle servira de base pour éclairer les politiques relatives à ces familles mais aussi le travail des acteurs de la protection de l'enfance.

Vous souhaitez obtenir plus d'informations ?

Contactez Emilie Stainier : estainier@louvaincooperation.org – 010 390 307 – 0476 37 69 90.